



Déclarations et Discours

N^o 73/26

LES CONFÉRENCES DU COMMONWEALTH — LEUR CARACTÈRE PARTICULIER

Discours du premier ministre du Canada, M. P.-E. Trudeau, président de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, à la séance de clôture, Ottawa, le 10 août 1973.

Tout au long de la semaine qui vient de s'écouler, ces murs ont entendu exprimer toutes sortes d'avis sur des questions d'ordre politique, économique et social. A cet égard, cette conférence internationale ne présente rien de spécial, mais personne ici ne saurait douter un seul instant du caractère particulier des conférences du Commonwealth. A mon sens, elles se distinguent par deux aspects qui sont ressortis très clairement au cours de nos délibérations de cette semaine.

On note tout d'abord que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont un vif souci du mieux-être de leurs peuples. On ne propose ni ne préconise ici aucun programme ou plan à la gloire de l'État. Ce dont les participants se préoccupent, c'est de sauvegarder la dignité de la personne humaine, d'améliorer les conditions de vie des simples citoyens.

Un deuxième point, c'est que tous, nous sommes disposés à croire, lorsque parfois les politiques d'autres gouvernements des pays du Commonwealth nous semblent mal orientées ou décevantes, que c'est la conséquence d'une erreur, d'un manque d'efficacité ou de discipline, mais jamais le résultat d'une intention délibérée.

Bref, au sein du Commonwealth, on veut s'entraider, et l'on veut croire que cette aide est offerte sans arrière-pensée.

Cet esprit distingue nettement notre association de toutes les autres auxquelles nous appartenons comme membres de différents groupements. Ici, nous pouvons nous permettre une franchise qu'on ne connaît pas ailleurs. Nous n'hésitons pas à évoquer nos faiblesses propres, les projets d'avenir que nous formons pour nos peuples, notre attachement à la valeur de la vie humaine, à un idéal de collaboration et de bonne entente. Nous ne craignons pas d'admettre que nous n'avons pas réponse à tout, que si nous avons fait des erreurs, c'est par manque d'information, que notre patience, envers nous-mêmes comme envers les autres, est parfois mise à rude épreuve.

En des domaines aussi divers et pourtant aussi étroitement liés que le mouvement des capitaux privés et l'activité des sociétés multinationales, d'une part, et la situation de la majorité opprimée en Afrique du Sud, d'autre part, nous avons appris que nos divergences ne portent pas sur les objectifs mêmes, mais seulement sur les moyens employés pour les atteindre. Nous avons abordé la question de l'efficacité et nous nous sommes demandé ce qui est faisable, ce qui est possible, quels sont les meilleurs moyens dont nous disposons pour servir nos peuples?

Nous n'avons pas trouvé de solutions précises à des problèmes concrets, mais nous ne pensions pas, je crois, en trouver en venant ici cette semaine. S'il faut alors parler d'échec, comme le font certains, qui n'ont pas participé à la Conférence, il s'agit de l'échec du principe même de cette rencontre. Nous estimons que cela vaut la peine de nous réunir tous périodiquement, parce que nous croyons en la valeur de discussions franches. Il n'existe aucune autre tribune à l'intention des responsables politiques du monde entier. Certainement aucune, en tout cas, où tous parlent la même langue.

Même si des solutions ne se sont pas imposées à nous, l'information et la compréhension n'ont pas manqué, non plus que la volonté de s'engager. Un engagement à oeuvrer, en commun ou chacun de notre côté, en vue de trouver des solutions. Cette Conférence était le moyen tout désigné de proposer et d'étudier ces solutions.

Nos entretiens nous ont appris, sans nous étonner vraiment, que, peu importe notre détermination, nous ne sommes pas encore en mesure de résoudre un grand nombre de nos problèmes. Il nous faut plus d'information. Il nous faut plus de hardiesse. Pour reprendre les termes du premier ministre Manley, "nous devons nous entraîner à faire des jugements intelligents". Un certain nombre de propositions ont été faites en ce sens. Si j'ai bien perçu le climat dans lequel s'est déroulée la Conférence, il me semble y avoir décelé le désir de trouver des moyens d'action. Nous ne pouvons certes pas nous permettre de buter sur l'obstacle que constituent des faits ou des données statistiques inexacts.

Il nous faut plus d'information sur les coûts du transport maritime, sur les répercussions des conférences maritimes. Nous devons mieux nous renseigner sur l'activité des sociétés multinationales. Nous ne voyons pas assez clairement la façon de surveiller les mécanismes qui permettent de fixer le prix des produits manufacturés en fonction des coûts, mais qui obligent le prix des denrées à se fixer d'après le marché. Nous sommes encore loin de connaître

parfaitement les rouages du processus de développement, de la stimulation de la croissance et de l'utilisation de l'aide, du transfert des ressources et de l'application de réglementations satisfaisantes. Nous reconnaissons les avantages des liens aériens qui nous rapprochent les uns des autres et les effets des migrations sur nos sociétés, mais nous ne les évaluons pas de la même façon, parce que notre information sur les uns et les autres est insuffisante.

Il est à souhaiter que ces obstacles, de fait, et tous les autres dont nous avons parlé, puissent être surmontés avant notre prochaine réunion. Je propose que ces problèmes soient étudiés par les pays le mieux en mesure de le faire et que le secrétaire général assure la coordination de ces études et veille à ce qu'elles soient terminées et distribuées avant notre prochaine rencontre. Nos entretiens pourront alors se poursuivre en se fondant sur les connaissances indispensables au progrès général.

Lorsque nous rentrerons dans nos capitales respectives — pour moi il suffira de traverser la rue — nos électeurs nous demanderont des comptes; ils voudront connaître le bilan de cette semaine. Nous leur dirons que nous avons discuté, que nous avons cherché à mieux nous comprendre et que nous avons réussi. Comme l'a signalé le premier ministre Kirk, nous avons convenu à plus d'une reprise de rechercher des solutions constructives à nos problèmes. Nous avons approfondi nos relations les uns avec les autres, ce dont nous nous réjouissons tous, car cela augure bien du présent et de l'avenir, tant pour nous, les chefs d'État, que pour nos peuples.

Nous devrions cependant nous poser la question suivante, chacun à notre façon: — avons-nous suffisamment de volonté pour faire face à la réalité? Pour l'affronter avec l'ouverture d'esprit qui a caractérisé nos échanges? Cette semaine, nous nous sommes exhortés mutuellement au réalisme. Mais combien parmi nous ont tendance à ne voir qu'un seul aspect d'un problème, c'est-à-dire celui qui met en relief leurs intérêts nationaux et qui laisse de côté les difficultés avec lesquelles d'autres se débattent!

Cependant nous pouvons dire que nos pourparlers de cette semaine ont revêtu un caractère bien différent de celui des Conférences antérieures. Comme par le passé, nous avons discuté avec franchise, mais, cette fois, nous avons reconnu que la franchise impose la recherche d'objectifs réalisables. Notre intention de poursuivre de tels objectifs pourrait bien se traduire par la réalisation de ce que le général Gowon a appelé le "plan d'Ottawa". Il n'y a pas

de doute, c'est ce ferme propos qui nous a permis, cette semaine, de rechercher sérieusement des moyens de partager les fardeaux et d'envisager une nouvelle démarche au sujet de la Rhodésie. Nous sommes tous redevables au premier ministre Barrow de la manière irrésistible avec laquelle il nous a amenés hier à nous attaquer à ce problème chronique.

Au cours de cette Conférence, nous avons innové en discutant de l'art de gouverner. Aucune école supérieure ne prépare les chefs de gouvernement à remplir les tâches qui leur sont confiées, et il n'existe pas de cours de perfectionnement, ni de colloque ou de cours d'été à cet effet. Nous ne pourrions pas élargir nos horizons si nous n'avions pas cette possibilité de nous communiquer notre expérience et de nous entretenir de notre manière de gouverner. Ce matin nous avons discuté, nous avons communiqué et nous en avons tiré profit, du moins je le pense.

Je tiens à vous remercier tous des attentions que vous avez eues pour moi en ma qualité de président, et de l'appui que vous m'avez apporté dans l'accomplissement de mes fonctions. Je me fais votre interprète pour remercier vivement notre secrétaire général et tous les membres, présents ou absents, du secrétariat et des groupes de travail de cette Conférence qui se sont acquittés de leurs fonctions avec empressement et une grande compétence. Les Canadiens sont flattés d'avoir été les hôtes de cette Conférence. Pour ma part, je suis profondément honoré qu'il m'ait été donné de la présider.

Je vous souhaite à tous un retour heureux et j'abandonne un moment la langue du Commonwealth pour vous dire "au revoir".